

qui sait, çu'à la différence de 36, elle ne dispose pas de partis bourgeois ou réformistes d'audience à coup sûr suffisante pour contre-balancer le poids d'un Parti Communiste dont on sait mal s'il est apprivoisé.

(1) Il y aurait long à dire sur les similitudes entre gaullisme et mendésisme. L'un et l'autre sont centrés sur des hommes providentiels, des Bonaparte. L'un s'appuie délibérément sur la partie de la population la plus arriérée politiquement, l'autre cherche à s'appuyer sur une partie au moins du mouvement ouvrier. La manœuvre de Mendès est en fait la symétrique de la manœuvre de De Gaulle en 58. En 58, De Gaulle a utilisé un mouvement d'extrême-droite ; dix ans plus tard, Mendès utilise une poussée d'extrême-gauche.

LA CONTRE-OFFENSIVE DU GAULLISME

Il a alors suffi que l'appareil d'Etat gaulliste, s'appuyant sur les quelques dizaines de milliers d'individus qui lui doivent tout et qui savent pertinemment qu'ils n'ont aucune perspective avec un autre gouvernement, fasse preuve d'audace et mette y compris la bourgeoisie devant le fait accompli, pour qu'un certain ressaisissement s'opère.

L'appareil d'Etat qui était à deux doigts de la décomposition s'est restructuré ; une partie de la petite bourgeoisie, les patrons et même la police reprenaient confiance ; après avoir sué d'angoisse pendant près de quinze jours, tout ce joli monde est descendu — comme les ouvriers — dans la rue. Le thème de la mobilisation était simple, c'était la défense de l'ordre établi, de l'acquit, bref des privilèges. Pour l'instant, De Gaulle a réussi son opération, qui était de regrouper sur la base de l'anticommunisme tous ceux qui y étaient socialement intéressés.

Le mouvement de grèves est loin d'être terminé. La combativité des travailleurs est intacte et il est sûr qu'à la moindre provocation du gouvernement ou du patronat, elle peut à nouveau exploser ; mais il ne faut pas se cacher qu'on a largement désamorcé le mouvement ; ce n'est plus maintenant par la grève générale qu'est posée la question du pouvoir. Les syndicats, C.G.T. en tête, expliquent aux travailleurs : vous avez des revendications économiques, continuez la grève pour obtenir satisfaction ; les partis politiques, P.C.F. en tête disent : nous avons des revendications politiques, en avant pour la campagne électorale ! Mais on a affaibli ce qui était éminemment détonnant : la mobilisation de dix millions de travailleurs et étudiants, dans la rue et dans les usines occupées qui, eux, comprenaient les rapports étroits existant entre leurs revendications économiques et leurs revendications politiques et ne se faisaient aucune illusion sur le Parlement.

Depuis plus de trente ans, on avait opposé à chaque revendication particulière des travailleurs, soit la raison, soit la force de l'Etat ; et particulièrement depuis dix ans en France, on s'était ingénié à bâtir un Etat fort, derrière lequel la bourgeoisie se réfugiait à chaque fois que ses profits étaient menacés. C'est donc l'expérience qui a fait comprendre aux travailleurs la vanité des attaques partielles et en ordre dispersé : les patrons menacés se réfugient derrière l'Etat, alors attaquons cet Etat ! Mais ce n'est que tardivement et timidement que le Parti Communiste a osé faire de la politique en réclamant « un gouvernement populaire » (mais qui pourrait réclamer un gouvernement impopulaire ?) Tout ce qu'on sait d'un tel gouvernement, c'est que les communistes devraient y participer, comme en 1945. Il n'y a rien sur la façon d'arriver à un tel gouvernement, rien sur son programme.

L'ETAT BOURGEOIS, VOILA L'ENNEMI !

La grève générale a révélé à la classe ouvrière sa force réelle, en même temps qu'elle

